

CONV 132/02

WG III 4

RÉSUMÉ

du:	Secrétariat
au:	Groupe de travail sur la personnalité juridique
Objet:	Résumé de la réunion tenue le 18 juin 2002

Procédure

1. En réponse aux demandes formulées par certains membres, le président s'efforcera d'obtenir qu'une interprétation (passive) soit assurée en italien, en espagnol et en allemand pour la prochaine réunion.
2. Le groupe de travail a examiné le document CONV 103/02 présentant le calendrier des réunions et a approuvé les dates des trois prochaines réunions: 26 juin (de 9 h à 12 h 30); 10 juillet (de 9 h à 12 h 30) et 18 juillet (de 9 h à 12 h 30). Les dates des réunions suivantes seront envisagées lors de la prochaine réunion.
3. Le groupe a décidé de tenir ses réunions en privé, sauf décision contraire de sa part.
4. Chaque membre peut se faire accompagner lors des réunions d'un collaborateur, dont il doit cependant communiquer le nom au Secrétariat.
5. Les contributions écrites sont les bienvenues mais ne seront pas traduites.

Discussion sur le fond

6. Le président a présenté son document de travail (SN 2775/02). Dans son introduction, il a indiqué que le groupe pouvait se pencher sur la question de savoir si l'Union dispose déjà ou non de la personnalité juridique. Cependant, il importe surtout de déterminer quelles conséquences aurait le fait de doter explicitement l'Union d'une personnalité juridique (que l'on opte pour une personnalité juridique unique, ou pour une quatrième personnalité juridique). Par exemple, quelles seraient les conséquences en ce qui concerne:
 - la délimitation actuelle des compétences entre l'Union et les États membres;
 - les procédures actuelles de négociation et de conclusion des accords internationaux;

- le système actuel de représentation au niveau international (par exemple au FMI);
- la structure en piliers.

7. Pour d'autres participants, il est important de procéder par étapes, en commençant par les questions à portée générale pour terminer par les questions à portée plus limitée. On a indiqué que la reconnaissance explicite entraînerait des changements de type "constitutionnel" et on a évoqué à cet égard la résolution du Parlement européen sur la personnalité juridique de l'Union. En ce qui concerne les incidences éventuelles sur la délimitation actuelle des compétences, on a indiqué que la reconnaissance explicite en tant que telle n'impliquait pas qu'il faille modifier le système actuel de répartition des compétences ni les procédures existantes pour la conclusion des accords. Dans ce contexte, il convient d'étudier les conséquences qu'aurait une personnalité unique ou une quatrième personnalité juridique. Pour ce qui est de la possibilité de fusionner les trois piliers actuels, on a indiqué qu'il devrait s'agir d'une "fusion" plutôt que d'une "reprise" par le premier pilier, dans la mesure où les caractéristiques des deuxième et troisième piliers pourraient être conservées. On a ajouté qu'une fusion des piliers pourrait faciliter la simplification des traités.

Prochaine réunion

8. Les participants ont accepté la proposition faite par le président d'entendre, lors de la réunion du 26 juin, les jurisconsultes du Parlement, du Conseil et de la Commission. Auparavant (entre 9 h et 10 h 15), le groupe procédera à un échange de vues sur la base du document SN 2775/02, présenté par le président. (On a suggéré d'entendre les membres de la Cour européenne de justice et M. Westendorp, membre du Parlement européen, lors de la réunion du groupe du 10 juillet.)
